

- in geval van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, beroepsloopbaanonderbreking of halftijds bruggensioen : het in acht te nemen bruto-maandloon is het loon dat overeenstemt met het loon van de vorige arbeidsduurregeling.

Deze aanvullende vergoeding is in elk geval de maximale tussenkomst ten laste van de werkgever voor wat deze collectieve arbeidsovereenkomst betreft.

Art. 7. De aanvullende vergoeding wordt aan de betrokken werknemers maandelijks betaald tot zij de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt, tenzij de werknemer voor die tijd zou overlijden.

De aanvullende vergoeding wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Art. 8. De bruggepensioneerde wordt overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 vervangen door een uitkeringsgerechtigde werkloze. Deze vervanging dient niet noodzakelijk te gebeuren in dezelfde dienst of dezelfde functie als die van de bruggepensioneerde.

Nochtans kan in uitvoering van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 7 december 1992 vrijstelling van de vervangingsplicht toegestaan worden door de directeur van het bevoegde werkloosheidsbureau.

Art. 9. Voor alles wat niet uitdrukkelijk in deze collectieve arbeidsovereenkomst is voorzien, gelden de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, evenals alle wettelijke en reglementaire bepalingen die hierop van toepassing zijn, zoals onder meer de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 december 1992, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 april 1995.

Art. 10. Voor de sectoren die subsidies genieten om hun loonlasten te dekken, is de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst tenminste gekoppeld aan het behoud van de gesubsidieerde arbeidsprestaties, met inbegrip van de gesubsidieerde tenlasteneming van de aanvullende vergoeding waarin is voorzien krachtens deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst mag bovendien niet tot gevolg hebben dat de toestand van de inrichtingen, die tot een belangrijke herstructurering gedwongen zijn welke minstens beantwoordt aan de voorwaarden van de wetgeving betreffende de reglementering inzake het collectief ontslag, in het gedrang worden gebracht.

Art. 11. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2011 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2012.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 16 november 2011.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

- en cas de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, d'interruption de carrière ou de prépension à mi-temps : la rémunération mensuelle brute à prendre en considération est celle correspondant à la rémunération du régime de la durée de travail antérieur.

En tout état de cause, cette indemnité complémentaire constitue l'intervention maximale à charge de l'employeur pour ce qui concerne la présente convention collective de travail.

Art. 7. L'indemnité complémentaire est payée mensuellement aux travailleurs concernés jusqu'à la prise de cours de la pension légale, sauf si le travailleur décède entre-temps.

L'indemnité complémentaire est indexée suivant les dispositions de la convention collective de travail n° 17 du Conseil national du travail.

Le travailleur prépensionné est remplacé par un chômeur indemnisé en application de l'article 4 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992. Ce remplacement ne doit pas nécessairement intervenir dans la même fonction ou dans le même service que ceux du travailleur prépensionné.

Toutefois, une dispense à l'obligation de remplacement pourra être accordée par le directeur du bureau de chômage compétent, en application de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 7 décembre 1992.

Art. 8. Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par la présente convention collective de travail, on appliquera les dispositions de la convention collective de travail n° 17 du Conseil national du travail du 19 décembre 1974, de même que toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables en la matière, à savoir notamment les dispositions de l'arrêté royal du 7 décembre 1992, modifié par l'arrêté royal du 6 avril 1995.

Art. 9. Pour les secteurs qui bénéficient de subsides pour la couverture de leurs charges salariales, l'application de la présente convention collective de travail se voit au minimum liée au maintien des prestations de travail subsidiées, en ce compris la prise en charge subsidiée de l'indemnité complémentaire prévue aux termes de la présente convention collective de travail.

L'application de la présente convention collective de travail ne peut en outre avoir pour effet de mettre en péril la situation des institutions contraintes à une restructuration importante qui répond au moins aux conditions de la législation relative à la réglementation relative au licenciement collectif.

Art. 10. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2012.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 16 novembre 2011.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 22

[C – 2011/27238]

15 DECEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 8bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, tel que modifié par le décret du 22 décembre 2010 relatif à la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière routière et de voies hydrauliques, notamment l'article 8bis;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2011;

Vu l'avis n° 49.848/4 de la Section de législation du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt, et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par le décret : le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Art. 2. En cas de perception immédiate, il est fait usage du formulaire de perception immédiate conforme au modèle repris en annexe 1^{re} au présent arrêté. Lorsque plusieurs infractions sont constatées en même temps à charge d'un même contrevenant, celles-ci doivent être mentionnées sur le même formulaire.

Art. 3. Le policier domanial rédige le formulaire de perception immédiate en trois exemplaires :

- un exemplaire est adressé dans les deux jours de la date du constat au Ministère public près le Tribunal de première instance compétent;
- un exemplaire est conservé par le policier domanial;
- un exemplaire est remis sur-le-champ à l'auteur de l'infraction.

Art. 4. En cas de perception immédiate le paiement des sommes dues peut être effectué selon les modes suivants :

- paiement par carte bancaire ou de crédit;
- paiement par virement.

Art. 5. Le paiement par virement ne concerne que les personnes ayant un domicile ou une résidence fixe en Belgique. Un bulletin de virement est remis ou expédié à l'auteur de l'infraction lorsque celui-ci n'est pas présent au moment du constat, en même temps qu'un exemplaire du formulaire de perception immédiate. Le paiement est effectué dans un délai de dix jours à compter de la remise ou de la date d'expédition du formulaire de perception immédiate. La date du paiement par l'organisme bancaire ou de crédit fait foi de la date de paiement. En cas de non paiement un procès-verbal est rédigé conformément à l'article 7, § 1^{er}, du décret.

Art. 6. § 1^{er}. En cas d'infraction à l'article 5, § 1^{er}, 1° et 4°, § 2, 5°, et § 3, du décret, lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée ou refuse son paiement, il doit consigner une somme correspondant au montant total des perceptions immédiates dues par infraction.

§ 2. En cas de consignation, il est fait usage du formulaire conforme au modèle repris en annexe 2 au présent arrêté. Lorsque plusieurs infractions sont constatées en même temps à charge d'un même contrevenant, celles-ci doivent être mentionnées sur le même formulaire.

§ 3. La consignation du montant de la perception immédiate donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal conformément à l'article 7, § 1^{er}, du décret.

§ 4. Le véhicule, le bâtiment flottant ou l'embarcation conduit par l'auteur de l'infraction est retenu aux frais et risques de celui-ci jusqu'à paiement de la somme consignée et justification du paiement des frais éventuels de conservation du véhicule, du bâtiment flottant ou de l'embarcation.

§ 5. Tous les moyens de paiement pour la constitution du montant du cautionnement sont autorisés, à l'exception de la remise d'espèces en mains propres.

§ 6. Si la somme due n'est pas payée dans les nonante-six heures à compter de la constatation de l'infraction, la saisie du véhicule, du bâtiment flottant ou de l'embarcation peut être ordonnée par le Ministère public. Un avis de saisie est envoyé au propriétaire du véhicule, du bâtiment flottant ou de l'embarcation dans les deux jours ouvrables. Le véhicule, le bâtiment flottant ou l'embarcation reste aux frais et risques de l'auteur de l'infraction pendant la durée de la saisie. La saisie est levée après justification du paiement de la somme à consigner et des frais éventuels de conservation.

§ 7. Le montant de la somme consignée est utilisé de la même manière que celui de la perception immédiate suivant les modalités prévues à l'article 8*bis* du décret.

Art. 7. En cas d'infraction à l'article 5, § 3, le policier domanial peut faire procéder au déchargement de l'excédent de poids sur les essieux dans les conditions suivantes :

- entre 0 % et 5 % de surcharge : aucun déchargement;
- de 5 % à 10 % de surcharge : déchargement de l'excédent de charge et retrait éventuel du certificat de visite avec renvoi à la station de délivrance;
- plus de 10 % de surcharge : déchargement total, retrait du certificat de visite et renvoi à la station de délivrance.

Art. 8. Le montant des perceptions immédiates est indexé tous les cinq ans au 1^{er} janvier en faisant application de l'indice santé. L'indice de référence est celui du mois de novembre 2011.

Art. 9. Le Ministre qui a les Routes dans ses attributions et le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Annexe 1^{re} - Modèle de formulaire de perception immédiate

Nom et adresse du service établissant le constat	Formulaire destiné à : (1) <input type="checkbox"/> Parquet <input type="checkbox"/> Contrevenant <input type="checkbox"/> Policier domanial
--	---

PERCEPTION IMMEDIATE

Lieu de l'infraction :	Date de constat :	Heure de constat :
------------------------------	-------------------------	--------------------------

NATURE DE(S) L'INFRACTION(S) :

- Décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques. - Article :	Description de l'infraction :
---	-------------------------------

CONTREVENANT (à compléter par le contrevenant en cas d'absence au moment du constat) :

NOM, Prénom :	Date de naissance :
Rue, N° :	Code postal :
Commune :	Pays :
Nationalité :	

VEHICULE OU BATIMENT FLOTTANT

Marque :	Type :
Immatriculation :	Nationalité :

SOMME A PAYER – MOYEN DE PAIEMENT (1)

<input type="checkbox"/>	Carte de crédit	
<input type="checkbox"/>	Carte bancaire	
<input type="checkbox"/>	Virement bancaire (2)	EUR
Carte N°:		

Nom du verbalisant :	Signature :
-------------------------------	----------------------

A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT

Somme payée : Nom :	EUR 	Signature :
------------------------------	-------------	-------------------

(1) cocher la case qui convient

(2) ne concerne que les personnes ayant un domicile ou une résidence fixe en Belgique

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution de l'article *8bis* du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.
Namur, le 15 décembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Annexe 2 - Modèle de formulaire de cautionnement

Nom et adresse du service établissant le constat	Formulaire destiné à : (1) <input type="checkbox"/> Parquet <input type="checkbox"/> Contrevenant <input type="checkbox"/> Policier domanial
--	---

CAUTIONNEMENT

Lieu de l'infraction :	Date de constat :	Heure de constat :
------------------------------	-------------------------	--------------------------

NATURE DE(S) L'INFRACTION(S) :

- Décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques. - Article :	Description de l'infraction :
---	-------------------------------

CONTREVENANT (à compléter par le contrevenant en cas d'absence au moment du constat) :

NOM, Prénom :	Date de naissance :
Rue, N° :	Code postal :
Commune :	Pays :
Nationalité :	

N° du procès-verbal :
.....

VEHICULE OU BATIMENT FLOTTANT

Marque :	Type :
Immatriculation :	Nationalité :

SOMME A PAYER – MOYEN DE PAIEMENT (1)

<input type="checkbox"/>	Carte de crédit	<table border="1"> <tr> <td style="padding: 2px;">EUR</td> <td style="padding: 2px;">.....</td> </tr> </table>	EUR
EUR			
<input type="checkbox"/>	Carte bancaire			
<input type="checkbox"/>	Autre moyen (à préciser)			
Carte N° :				

Nom du verbalisant :	Signature :
-------------------------------	----------------------

A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT

Somme payée : Nom :	<table border="1"> <tr> <td style="padding: 2px;">EUR</td> <td style="padding: 2px;">.....</td> </tr> </table> Signature :	EUR
EUR		

(1) cocher la case qui convient

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 portant exécution de l'article *8bis* du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.
 Namur, le 15 décembre 2011.

Le Ministre-Président,
 R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
 B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 22

[C – 2011/27238]

15. DEZEMBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel *8bis* des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 über die Verkehrssicherheit und zur Festlegung der verschiedenen Bestimmungen in Sachen Straßen und Wasserstraßen, insbesondere des Artikels *8bis*;

Aufgrund des am 20. Mai 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Dezember 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 11. Juli 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 49.848/4 der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Dekret" das Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes.

Art. 2 - Im Falle einer sofortigen Erhebung wird das Formular für sofortige Erhebungen verwendet, das dem in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses angeführten Muster entspricht. Wenn mehrere Verstöße gleichzeitig zu Lasten eines selben Zuwiderhandelnden festgestellt werden, müssen diese auf demselben Formular angegeben werden.

Art. 3 - Der Domänenpolizist füllt das Formular für sofortige Erhebungen in drei Exemplaren aus:

- ein Exemplar wird innerhalb von zwei Tagen ab dem Datum des Feststellungsprotokolls an die Staatsanwaltschaft beim zuständigen Gericht erster Instanz gerichtet;

- ein Exemplar wird vom Domänenpolizisten aufbewahrt;

- ein Exemplar wird auf der Stelle dem Zuwiderhandelnden ausgehändigt.

Art. 4 - Im Falle einer sofortigen Erhebung kann die Zahlung der geschuldeten Beträge folgendermaßen erfolgen:

- per Bank- oder Kreditkarte;

- per Überweisung.

Art. 5 - Die Zahlung per Überweisung betrifft lediglich die Personen, die ihren Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien haben. Dem Zuwiderhandelnden wird ein Überweisungsformular ausgehändigt oder zugesandt, wenn er zum Zeitpunkt der Feststellung nicht anwesend ist; gleichzeitig erhält er ein Exemplar des Formulars für sofortige Erhebungen. Die Zahlung erfolgt innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab der Aushändigung oder ab dem Datum der Absendung des Formulars für sofortige Erhebungen. Als Zahlungsdatum gilt das Datum der Zahlung durch das Bank- oder Kreditinstitut. Bei Nichtzahlung wird gemäß Artikel 7, § 1 des Dekrets ein Protokoll aufgenommen.

Art. 6 - § 1. Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5, § 1, 1° und 4°, § 2, 5° und § 3 des Dekrets und falls der Zuwiderhandelnde keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat und den vorgeschlagenen Betrag nicht unverzüglich zahlt oder er deren Zahlung verweigert, hinterlegt er einen Betrag, der dem Gesamtbetrag der pro Verstoß geschuldeten sofortigen Erhebungen entspricht.

§ 2. Im Falle einer Hinterlegung wird das Formular verwendet, das dem in der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses angeführten Muster entspricht. Wenn mehrere Verstöße gleichzeitig zu Lasten eines selben Zuwiderhandelnden festgestellt werden, müssen diese auf demselben Formular angegeben werden.

§ 3. Die Hinterlegung des Betrags der sofortigen Erhebung gibt Anlass zur Aufnahme eines Protokolls gemäß Artikel 7, § 1 des Dekrets.

§ 4. Das vom Zuwiderhandelnden gesteuerte Fahrzeug, Wasserfahrzeug oder Boot wird auf dessen Kosten und Risiken bis zur Zahlung des hinterlegten Betrags und bis zum Nachweis der Zahlung der eventuellen Kosten für die Aufbewahrung des Fahrzeugs, des Wasserfahrzeugs oder des Boots zurückbehalten.

§ 5. Alle Zahlungsmittel sind für die Hinterlegung des Kautionsbetrags zugelassen, mit Ausnahme der persönlichen Aushändigung von Bargeld.

§ 6. Wenn der geschuldete Betrag nicht innerhalb von sechsundneunzig Stunden ab der Feststellung des Verstoßes gezahlt worden ist, kann die Staatsanwaltschaft die Pfändung des Fahrzeugs, des Wasserfahrzeugs oder des Boots anordnen. Dem Eigentümer des Fahrzeugs, des Wasserfahrzeugs oder des Boots wird innerhalb von zwei Werktagen eine Pfändungsanzeige zugesandt. Der Zuwiderhandelnde trägt während der Dauer der Pfändung die Kosten und Risiken für das Fahrzeug, das Wasserfahrzeug oder das Boot. Die Pfändung wird aufgehoben, nachdem der Nachweis für die Zahlung des zu hinterlegenden Betrags und die eventuellen Aufbewahrungskosten erbracht wurde.

§ 6. Der Betrag der hinterlegten Summe wird auf die gleiche Art verwendet wie derjenige der sofortigen Erhebung gemäß den in Artikel 8bis des Dekrets vorgesehenen Modalitäten.

Art. 7 - Im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5, § 3 ist der Domänenpolizist befugt, die überschüssige Achslast unter folgenden Bedingungen entladen zu lassen:

- zwischen 0% und 5% Überlast: keine Entladung;

- von 5% bis 10% Überlast: Entladung der überschüssigen Last und eventueller Entzug der Prüfbescheinigung mit Rücksendung an die Ausstellungsstelle;

- mehr als 10% Überlast: komplette Entladung, Entzug der Prüfbescheinigung und Rücksendung an die Ausstellungsstelle.

Art. 8 - Der Betrag der sofortigen Erhebungen wird alle fünf Jahre am 1. Januar unter Anwendung des Gesundheitsindex indexiert. Der Referenzindex ist der Index des Monats November 2011.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Straßen gehören und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

Anlage 1 – Muster des Formulars für sofortige Erhebungen

Name und Anschrift der Dienststelle, die das Protokoll aufnimmt	Formular für: (1) <input type="checkbox"/> die Staatsanwaltschaft <input type="checkbox"/> den Zuwiderhandelnden <input type="checkbox"/> den Domänenpolizisten
---	--

SOFORTIGE ERHEBUNG

Ort des Verstoßes:.....	Datum der Protokollaufnahme:.....	Uhrzeit der Protokollaufnahme:.....
-------------------------	-----------------------------------	-------------------------------------

ART DES(DER) VERSTOSSES(ESSE):

- Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes - Artikel:	Beschreibung des Verstoßes:
--	-----------------------------

ZUWIDERHANDELNDER (vom Zuwiderhandelnden auszufüllen, falls er zum Zeitpunkt der Protokollaufnahme abwesend war):

NAME, Vorname:	Geburtsdatum:
Straße, Nr.:	Postleitzahl:
Gemeinde:	Land:
Staatsangehörigkeit:	

FAHRZEUG ODER WASSERFAHRZEUG

Marke:	Fahrzeugtyp:
Zulassungsnummer:	Staatsangehörigkeit:

GESCHULDETER BETRAG – ZAHLUNGSART (1)

<input type="checkbox"/> Kreditkarte <input type="checkbox"/> Bankkarte <input type="checkbox"/> Banküberweisung (2)	<table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 2px 10px;">EUR</td> <td style="border: none; border-bottom: 1px solid black; width: 150px;"></td> </tr> </table>	EUR	
EUR			
Karte Nr.:			

Name des Protokollbeamten:	Unterschrift:
-------------------------------------	------------------------

VOM ZUWIDERHANDELNDEN AUSZUFÜLLEN

Bezahlter Betrag: Name:	<table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 2px 10px;">EUR</td> <td style="border: none; border-bottom: 1px solid black; width: 150px;"></td> </tr> </table> Unterschrift:	EUR	
EUR			

Zutreffendes bitte ankreuzen

(2) betrifft nur die Personen, die ihren Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien haben

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung von Artikel 8bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Dezember 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

Anlage 2 – Muster des Formulars für die Kautions

Name und Anschrift der Dienststelle, die das Protokoll aufnimmt	Formular für: (1)
	<input type="checkbox"/> die Staatsanwaltschaft <input type="checkbox"/> den Zuwiderhandelnden <input type="checkbox"/> den Domänenpolizisten

KAUTION

Ort des Verstoßes:	Datum der Protokollaufnahme:	Uhrzeit der Protokollaufnahme:
-----------------------------	---------------------------------------	---

ART DES(DER) VERSTOSSES(SSE):

- Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes - Artikel:	Beschreibung des Verstoßes:
--	-----------------------------

ZUWIDERHANDELNDER (vom Zuwiderhandelnden auszufüllen, falls er zum Zeitpunkt der Protokollaufnahme abwesend war):

NAME, Vorname:	Geburtsdatum:
Straße, Nr.:	Postleitzahl:
Gemeinde:	Land:
Staatsangehörigkeit:	

Nr. des Protokolls:
.....**FAHRZEUG ODER WASSERFAHRZEUG**

Marke:	Fahrzeugtyp:
Zulassungsnummer:	Staatsangehörigkeit:

GESCHULDETER BETRAG – ZAHLUNGSART (1)

<input type="checkbox"/>	Kreditkarte	
<input type="checkbox"/>	Bankkarte	
<input type="checkbox"/>	Sonstiges Zahlungsmittel (bitte angeben)	EUR <input type="text"/>
Karte		
Nr.:		

Name des Protokollbeamten :	Unterschrift :
--------------------------------------	-------------------------

VOM ZUWIDERHANDELNDEN AUSZUFÜLLEN

Bezahlter Betrag : Name :	EUR <input type="text"/>	Unterschrift :
------------------------------------	--------------------------	----------------------

(1) Zutreffendes bitte ankreuzen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Ausführung von Artikel *8bis* des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Dezember 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 22

[C – 2011/27238]

15 DECEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel *8bis* van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, zoals gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 betreffende de verkeersveiligheid en houdende diverse bepalingen inzake wegen en waterwegen, inzonderheid op artikel *8bis*;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 mei 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 december 2011;

Gelet op het advies nr. 49.848/4 van de Afdeling wetgeving van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder het decreet : het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

Art. 2. In geval van onmiddellijke inning wordt er gebruik gemaakt van het formulier van onmiddellijke inning overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit. Indien tegelijkertijd meerdere inbreuken ten laste van een zelfde overtreder worden vastgesteld, moeten deze op hetzelfde formulier worden vermeld.

Art. 3. Het formulier van onmiddellijke inning wordt door de domaniaal politieagent in drie exemplaren opgesteld :

- een exemplaar wordt binnen twee dagen na de datum van de vaststelling aan het Openbaar Ministerie bij de bevoegde rechtbank van eerste aanleg gericht;
- een exemplaar wordt door de domaniaal politieagent bewaard;
- een exemplaar wordt onmiddellijk aan de overtreder overhandigd.

Art. 4. In geval van onmiddellijke inning gebeurt de betaling van de verschuldigde bedragen op één van de volgende wijzen :

- betaling met een bank- of kredietkaart;
- betaling met overschrijving.

Art. 5. De betaling met overschrijving is slechts van toepassing op personen die een woonplaats of vaste verblijfplaats in België hebben. Een overschrijvingsformulier wordt aan de overtreder overhandigd of gestuurd als hij niet aanwezig is op het ogenblik van de vaststelling, tegelijkertijd met een exemplaar van het formulier van onmiddellijke inning. De betaling wordt uitgevoerd binnen een termijn van tien dagen te rekenen vanaf de afgifte of verzendingsdatum van het formulier van onmiddellijke inning. De datum van betaling door de bank- of kredietinstelling dient als bewijs van de datum van betaling. Bij niet-betaling wordt een proces-verbaal opgesteld overeenkomstig artikel 7, § 1, van het decreet.

Art. 6. § 1. Bij een inbreuk op artikel 5, § 1, 1° en 4°, § 2, 5°, en § 3, van het decreet, wanneer de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft en de voorgestelde som niet onmiddellijk betaald of weigert te betalen, moet hij een som in consignatie geven die gelijk is aan het totaalbedrag van de onmiddellijke inningen die per inbreuk verschuldigd zijn.

§ 2. In geval van consignatie wordt er gebruik gemaakt van het formulier overeenkomstig het model opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit. Indien tegelijkertijd meerdere inbreuken ten laste van een zelfde overtreder worden vastgesteld, moeten deze op hetzelfde formulier worden vermeld.

§ 3. De consignatie van het bedrag van de onmiddellijke inning geeft aanleiding tot het opmaken van een proces-verbaal overeenkomstig artikel 7, § 1, van het decreet.

§ 4. Het door de overtreder bestuurde voertuig, drijvend vaartuig of vaartuig wordt op zijn kosten en risico ingehouden tot de geconsigneerde som betaald is en het bewijs geleverd wordt dat de eventuele bewaringskosten van het voertuig, drijvend vaartuig of vaartuig betaald zijn.

§ 5. Elk betalingsmiddel voor de stelling van het bedrag van de waarborg wordt toegelaten, behalve de betaling in handen van contant geld.

§ 6. Indien de verschuldigde som niet betaald wordt binnen de zesennegentig uren, te rekenen vanaf de vaststelling van de inbreuk, mag de inbeslagneming van het voertuig door het openbaar ministerie bevolen worden. Een bericht van inbeslagneming wordt binnen twee werkdagen aan de eigenaar van het voertuig, het drijvend vaartuig of het vaartuig gezonden. De kosten en het risico voor het voertuig, het drijvend vaartuig of het vaartuig blijven tijdens de duur van de inbeslagneming ten laste van de overtreder. De inbeslagneming wordt opgeheven nadat het bewijs is geleverd dat de som die in consignatie moet worden gegeven en de eventuele bewaringskosten zijn betaald.

§ 6. Het bedrag van de geconsigneerde som wordt op dezelfde manier gebruikt als het bedrag van de onmiddellijke inning volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 8bis van het decreet.

Art. 7. In geval van overtreding van artikel 5, § 3, kan de domaniale politieagent het overtollige gewicht op de wielstellen laten afladen onder de volgende voorwaarden :

- tussen 0 % en 5 % overlading : geen lossing;
- van 5 % tot 10 % overlading : lossing van het teveel geladene en eventuele intrekking van het keuringsbewijs met terugzending naar de afgifteplaats;
- meer dan 10 % overlading : volledige lossing, intrekking van het keuringsbewijs en terugzending naar de afgifteplaats.

Art. 8. Het bedrag van de onmiddellijke innigen wordt geïndexeerd om de vijf jaar op 1 januari met toepassing van het gezondheidsindexcijfer De referentie-index is die van de maand november 2011.

Art. 9. De Minister die bevoegd is voor de wegen en de Minister die bevoegd is voor de waterwegen zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Bijlage 1 – Model van formulier van onmiddellijke inning

Naam en adres van de dienst die de vaststelling opmaakt	Formulier bestemd voor : (1) <input type="checkbox"/> Parket <input type="checkbox"/> Overtreder <input type="checkbox"/> Domaniaal politieagent
---	---

ONMIDDELLIJKE INNING

Plaats van de inbreuk :	Datum van de vaststelling :	Uur van de vaststelling :
----------------------------------	-----------------------------------	---------------------------------

AARD VAN DE INBREUK(EN) :

- Decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein. - Artikel :	Omschrijving van de inbreuk :
--	-------------------------------

OVERTREDER (in te vullen door de overtreder in geval van afwezigheid op het ogenblik van de vaststelling) :

Naam, Voornaam :	Geboortedatum :
Straat, Nr. :	Postcode :
Gemeente :	Land :
Nationaliteit :	

VOERTUIG OF DRIJVEND VAARTUIG

Merk :	Type :
Registratienummer :	Nationaliteit :

TE BETALEN SOM – BETALINGSMODALITEITEN (1)

- Kredietkaart
 Bankkaart
 Bankoverschrijving (2)

EUR
-----	-------

Kaart

Nr. :

Naam van de verbalisant :

.....

Handtekening :

.....

IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER

Betaalde som :

Naam :

EUR
-----	-------

Handtekening :

(1) het vakje dat van toepassing is aankruisen

(2) is slechts van toepassing op personen die een woonplaats of vaste verblijfplaats in België hebben

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

Namen, 15 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Bijlage 2 - Model van formulier van waarborgstelling

Naam en adres van de dienst die de vaststelling opmaakt	Formulier bestemd voor : (1) <input type="checkbox"/> Parket <input type="checkbox"/> Overtreder <input type="checkbox"/> Domaniaal politieagent
---	---

WAARBORGSTELLING

Plaats van de inbreuk :	Datum van de vaststelling :	Uur van de vaststelling :
----------------------------------	-----------------------------------	---------------------------------

AARD VAN DE INBREUK(EN) :

- Decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein. - Artikel :	Omschrijving van de inbreuk :
--	-------------------------------

OVERTREDER (in te vullen door de overtreder in geval van afwezigheid op het ogenblik van de vaststelling) :

Naam, Voornaam :	Geboortedatum :
Straat, Nr. :	Postcode :
Gemeente :	Land :
Nationaliteit :	

Nr. van het proces-verbaal :

.....

VOERTUIG OF DRIJVEND VAARTUIG

Merk :	Type :
Registratienummer :	Nationaliteit :

TE BETALEN SOM – BETALINGSMODALITEITEN (1)

 Kredietkaart Bankkaart Andere middelen (nader bepalen)

EUR

.....

Kaart

Nr. :

Naam van de verbalisant :

.....

Handtekening :

.....

IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER

Betaalde som :

Naam :

EUR

.....

Handtekening :

(1) het vakje dat van toepassing is aankruisen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011 tot uitvoering van artikel 8bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

Namen, 15 december 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN